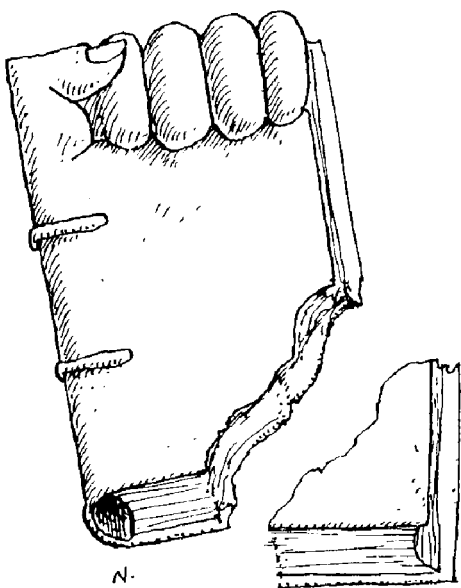


## A propos de l'ouvrage «la transition socialiste»

Je voudrais faire quelques remarques très brèves à propos de l'ouvrage «*La Transition socialiste, la politique économique de gauche*», de Serge-Christophe Kolm et de l'analyse qu'en a présentée l'auteur dans la *Tribune libre* du numéro de septembre d'*Economie et Politique*.

L'auteur y soulève certes des questions légitimes et de bon sens, quand il évoque les risques concernant l'augmentation des importations (de biens de consommation), du déficit extérieur, d'intervention sur cette base des grands prêteurs financiers internationaux à partir des expériences du Chili et du Portugal, avec l'importance corrélative de la lutte pour l'indépendance économique vis-à-vis d'un «*extérieur hostile*». Cependant, dans la France de 1977, c'est dès aujourd'hui qu'il y a déficits commerciaux et paiements intolérables et c'est précisément contre eux, entre autres, que sont efficaces nos propositions.



D'ailleurs, une lacune fondamentale pèse sur tout l'ouvrage : c'est celle des *gâchis de l'accumulation* du capital des grands groupes qui est *au fondement de la crise de structure*, y compris les très graves difficultés internationales *déjà existantes* depuis quelques années. Au contraire, notre nouvelle politique ne vise pas seulement à augmenter le pouvoir d'achat et la demande des travailleurs, mais tout autant à lutter contre les gâchis colossaux liés au but d'accumulation et de profit à tout prix des grands groupes.

Au lieu de voir comment les théories académiques de la croissance masquent ce gâchis et sa nécessité dans la structure dominée par les grands groupes monopolistes, l'auteur prétend que les théories économiques (y compris celles dites de la croissance) sont *neutres* ! Il les compare à un fusil qui garde la même efficacité quelle que soit la main qui l'utilise ! «*La science économique est neutre, neutre comme un fusil*» (Ouvrage cité, p. 68).

Bien mieux, étant amené à évoquer notre thème des gaspillages à éliminer, l'auteur précise que cela ne fait «*pas grand chose en pourcentage du revenu national*» (!) et qu'en outre c'est ce qu'apprend la théorie (académique) du monopole, selon laquelle le monopole n'est «*pas gaspilleur au sens strict*», mais accapare seulement du surplus au niveau de la distribution (Ouvrage cité, p. 162). C'est le contraire qu'enseigne la théorie marxiste selon laquelle les gâchis (des moyens matériels, humains, financiers) dans la *production* même du gâteau, dans l'intérêt du profit et de l'accumulation capitalistes, sont les plus importants.

C'est aussi ce que démon-

tront les analyses statistiques récentes de l'INSEE. Cette ignorance fondamentale de *fondements* de la crise et de son *ampleur* actuelle contribue à expliquer la faiblesse des considérations sur les solutions, même si l'auteur approuve dans sa *Tribune libre* certaines des positions communistes.

Ainsi, il situe essentiellement les solutions au niveau de la *distribution* en préconisant de *redistribuer davantage hors du marché* (consommations publiques, etc.), sans considérer le rôle crucial de *conditions de la production* avec une nouvelle politique industrielle et une nouvelle politique financière, lutte contre les gâchis monopolistes grâce notamment aux nationalisations nouvelles.

Sur cette base, il sera difficile de leur possible d'agir le plus efficacement non seulement contre l'inflation, mais surtout pour créer de nouvelles relations économiques internationales. Ainsi, nous pourrions lutter contre le déficit commercial actuel (et à plus long terme pour empêcher de continuer à faire grandir) avec une stimulation nouvelle de la production intérieure permettant des économies d'importations non seulement au niveau de biens de consommation, mais encore plus au niveau de moyens de production (équipements, matières, etc.) et outre, il ne s'agit pas seulement de réduire nos importations, mais de modifier dans une certaine mesure les équilibres pour mieux équilibrer nos importations à partir des pays qui nous achètent le plus à notre avantage. Par exemple, pour le pétrole et le gaz, moins d'importations d'Arabie Saoudite, mais plus d'Algérie et de Lybie, etc. Pour les équipements, moins d'importations de R.F.A. et plus d'Italie, etc.

Il sera aussi possible d'agir pour de nouvelles relations internationales sur le plan financier : émancipation de la dictature des banques agissant en Europe occidentale, réduction importante des exportations massives de capitaux, contrôle des changes effectifs, etc.

Mais il ne s'agit pas pour autant d'une politique visant au repliement sur l'hexagone !

Il convient de souligner que les risques extérieurs renforcent la nécessité de réformes de structure suffisantes : d'où nos propositions sur les nationalisations. Mais il ne s'agit pas d'aller très vite à une économie socialiste. Enfin, en précisant nos propositions cohérentes, nous sommes amenés à critiquer vigoureusement les insuffisances ou les incohérences des propositions de nos partenaires (par exemple, en exposant publiquement la question des divergences dans l'actualisation du Programme commun). Ceci dans l'intérêt du changement véritable pour les travailleurs et la nation, pour une Union ayant une portée transformatrice réelle. Mais il ne s'agit pas de nous allier avec nos partenaires que « *pour gagner les premiers pas* » selon l'expression du compte-rendu de l'auteur. Nous ne nous reconnaissons pas dans cette conception. Nous proposons une voie démocratique sur tous les plans pour sortir la France de la crise de structure et pour aller vers un socialisme original, pluraliste, dans l'extension de toutes les libertés réelles.

Paul BOCCARA